

14. Production et maintien de la croissance mondiale

Désirée McGraw

Bonjour. Je m'appelle Désirée McGraw de l'Université McGill et directrice montréalaise du Groupe de recherche sur le G8 basé à l'Université de Toronto. Je serai l'institutrice principale du cours français en ligne sur le G8 de 2002.

Au cours de cette séance intitulée « Maintien de la croissance mondiale », nous allons examiner le rôle et les antécédents du G7/G8 en ce qui concerne la promotion et le maintien d'une croissance économique réelle, dans le but de répondre aux objectifs sociaux et environnementaux des pays du G7/G8 et de la collectivité mondiale dans son ensemble.

La production d'une croissance durable est une question fondamentale abordée par chacun des sommets du G7/G8 depuis sa création en 1975. Il s'agit de l'un des trois thèmes choisis à l'occasion du sommet de Kananaskis prévu en juin 2002. Cette question se pose à un moment où le G8 tente de transformer la reprise fragile que connaît ses membres à la suite du 11 septembre en un cycle de croissance durable qui bénéficiera à tous.

Il y a de sérieux doutes sur la capacité du G7/G8 à offrir des solutions efficaces à cet égard. En effet, selon le modèle du **faux consensus**, la capacité du G7/G8 à gérer les économies est très limitée à l'ère de la mondialisation, où plus de 1,4 milliards de dollars américains est échangé chaque jour sur les marchés des changes et où les gouvernements ressentent la nécessité d'équilibrer leurs budgets afin de maintenir la confiance des investisseurs et de retenir leurs capitaux mobiles qui risquent d'être placés ailleurs (Bergsten et Henning 1996).

D'un autre côté, les partisans du modèle de **leadership américain** estiment que les États-Unis sont le seul véritable moteur de la croissance mondiale, mais ils affirment en même temps qu'une Amérique repliée sur elle-même ne pourra pas gérer son économie de façon à

répondre aux besoins des Japonais, des Argentins, des Européens, des pays en développement ou d'autres pays non-membres à l'échelle mondiale (Putnam et Bayne 1987). Les adeptes du modèle de **concertation égalitaire** soutiennent que les grandes puissances du G8, en joignant leurs efforts, peuvent gérer les marchés des changes et coordonner leurs politiques **macroéconomiques** afin de produire et maintenir la croissance, à condition qu'ils donnent aux marchés la confiance, les indications et les orientations nécessaires pour fonctionner efficacement à l'ère de la mondialisation (Davanne et Jacquet 2000).

Dans mon exposé, je vais démontrer que le G7 et, dans une mesure grandissante le G8 qui comprend la Russie, est tout aussi capable de produire une croissance mondiale que dans le passé. En raison de la **mondialisation**, le G7/G8 doit assumer un rôle plus important et plus pertinent, car les flux économiques sont de plus en plus importants pour un nombre grandissant de pays, et différents types de politique économique doivent être gérés afin d'assurer la stabilité et la croissance économiques. Une autre raison pour confier la gestion des économies mondiales au G7/G8 est le désir répété des citoyens d'obtenir une croissance sans **inflation** qui est propice à la création d'emplois, à la **cohésion sociale** et à la protection de l'environnement.

Après avoir lutté contre l'inflation et le choc pétrolier des années 70, le « superdollar » américain instable, la crise de l'endettement des pays en développement des années 80, ainsi que l'instabilité financière mondiale des années 90, le G7/G8 a dû faire face à plusieurs nouveaux chocs au début de ce siècle — le premier ralentissement simultané des trois régions du G8 depuis un quart de siècle, l'écroulement de la « nouvelle économie » axée sur la technologie

de l'information et la communication (TIC), ainsi que la crise économique en Amérique du Nord depuis les événements du 11 septembre. Entre-temps, la valeur du « superdollar » américain, le **déficit courant** des États-Unis et le prix du pétrole à l'échelle mondiale sont de nouveau à la hausse. Malgré ces nombreux obstacles, il y a lieu de croire que les dirigeants du G7/G8 pourront relever ces défis afin d'étendre la reprise fragile à tous les pays.

A. Gestion macroéconomique du G8 (1975–2001)

Depuis le premier sommet en 1975, les dirigeants du G7/G8 discutent de l'économie mondiale et prennent presque toujours des **engagements** collectifs précis en matière de promotion et de maintien de la croissance. Une évaluation minutieuse des engagements pris chaque année révèle que les décisions sur la croissance économique étaient prioritaires aux sommets tenus en France, notamment le sommet de Rambouillet (1975), de Versailles (1982) et de Lyon (1996) (Kirton et Takase 2002). Le doyen des grands universitaires, Nicholas Bayne, a déclaré que les réalisations globales des sommets de Londres (1977) et de Bonn (1978) sont en grande partie attribuables à la croissance, et que la croissance a joué un rôle précis lors des sommets de Rambouillet (1975), de Versailles (1982), de Tokyo (1986), de Birmingham (1998) et de Cologne (1999) (Bayne 2000 : 195). En effet, le sommet de Bonn de 1978 est considéré par certains comme étant le sommet le plus réussi, car chaque gouvernement membre, malgré ses hésitations, a modifié différentes parties de sa politique économique nationale, à savoir les taux d'intérêt, les dépenses publiques, la réglementation des prix du pétrole et la **libéralisation des échanges** commerciaux, en effectuant des compromis coordonnés qui ont permis de créer un programme cohérent visant à stimuler la croissance mondiale.

Dans la première moitié des années 80, les membres du sommet ont préféré chanter « en

unisson » plutôt qu'« en harmonie », puisque chacun d'entre eux a tenté, tant bien que mal, de réduire l'inflation, les déficits budgétaires et les problèmes microéconomiques nationaux en utilisant la même stratégie. À partir de 1985, les membres ont repris une approche dynamique, ciblée et interventionniste afin de réduire le taux de change d'un dollar américain hautement surévalué, de mettre en oeuvre un système de surveillance des économies des pays membres et, au sommet de Tokyo de 1986, de créer un nouveau forum des ministres des finances du G7 chargé de veiller au système.

Au sommet de 1990, la croissance a été reléguée au second plan. Ce désintéressement s'explique en partie par la bonne performance des économies mondiales et de celles des pays du G7, sauf le Japon, malgré une légère récession en 1991 (Kirton 1999). De plus, le G7 s'était chargé à l'époque de transformer l'URSS, puis la Russie, en une démocratie ouverte et respectueuse des libertés individuelles en réformant et en revitalisant son économie en difficulté. Toutefois, comme le suggère le modèle du faux consensus, ce désintéressement reflétait peut-être le sentiment des dirigeants du G7 par rapport au respect de leurs engagements, notamment en ce qui concerne les taux de change, les taux d'intérêts, les politiques budgétaires, l'inflation et la croissance. En effet, les données sur le respect des engagements du G7 démontrent que la performance des dirigeants dans ces domaines est extrêmement faible comparativement à d'autres domaines (Kokotsis et Daniels 1999: 78). Pourtant, lorsque la crise financière asiatique, puis mondiale de 1997-1999 a mis en péril la croissance, les dirigeants du sommet ont vite repris le dossier en adoptant des mesures financières précises entre 1998 et 1999.

B. Maintien de la croissance mondiale au sommet du G8 de Kananaskis

Au sommet de Kananaskis 2002, la croissance figure à l'ordre du jour encore une fois, et elle

constitue, avec la réduction de la pauvreté en Afrique et la lutte contre le terrorisme, l'un des trois thèmes centraux du sommet. Il s'agit d'une question fort opportune, car le G8 tente de relever à l'heure actuelle plusieurs défis économiques importants. Même si ses membres, notamment le Canada et les États-Unis, tentent de se rétablir du pire ralentissement économique depuis un quart de siècle, l'économie mondiale et celle des pays du G8 courent encore certains risques, tels que la stagnation économique au Japon, la croissance lente en Europe, le lourd endettement des consommateurs et des entreprises en Amérique du Nord, le déficit courant des États-Unis, le prix incertain du pétrole à l'échelle mondiale, ainsi que l'effondrement financier en Argentine. En outre, pour que la croissance actuelle soit durable et qu'elle réussisse à rétablir les augmentations de productivité permanentes promises au cours de la révolution de la technologie de l'information des années 90, il faudra transformer les mesures de stimulation monétaires et budgétaires actuelles en des investissements intelligents et les soutenir à l'aide de réformes structurelles afin de créer une véritable « nouvelle économie » pour le vingt et unième siècle. Ces réformes nationales doivent faire partie d'une nouvelle génération de réformes fondamentales visant à transformer le système financier international. Ces réformes doivent anticiper et prévenir les crises, mettre en oeuvre les stimulants appropriés afin d'assurer une bonne orientation des marchés, mobiliser les compétences et les ressources auprès du secteur privé, assurer des niveaux de **transparence** et de gouvernement d'entreprise élevés, créer des capitaux sociaux et environnementaux et accorder une plus grande importance aux puissances économiques naissantes et aux valeurs d'une économie de plus en plus planétaire.

Le rétablissement d'une prospérité permanente à la suite des événements du 11 septembre et du ralentissement économique subséquent est également nécessaire pour continuer la lutte contre le terrorisme. Il s'agit

d'une façon de montrer que la confiance des citoyens et des sociétés n'a pas été ébranlée et de générer les recettes fiscales nécessaires pour financer une campagne à long terme. Cela dit, les « dépenses intelligentes » sont également nécessaires pour éviter le retour de l'inflation, lequel peut forcer les dirigeants à faire des choix difficiles entre la sécurité et les dépenses civiles, afin de créer une nouvelle génération de technologies susceptibles d'aider la lutte contre le terrorisme et d'assurer la sécurité, tout en gardant les frontières et les systèmes financiers ouverts de sorte que les sociétés mondialisées et leurs clients, travailleurs, familles et communautés puissent y accéder. De même, des investissements intelligents en matière de sécurité sont une façon de promouvoir l'innovation et d'augmenter la productivité de l'économie civile pour des décennies à venir.

La production d'une croissance durable est également nécessaire pour réduire la pauvreté en Afrique et promouvoir le développement à l'échelle mondiale. Une prospérité continue permettra aux gouvernements du G8 et aux institutions internationales qu'ils dirigent d'accroître les fonds affectés à **l'aide publique au développement**, l'allègement de la dette, l'accès aux marchés, la rationalisation ainsi que le soutien financier en temps de crise. Tout comme le **Plan Marshall** mis en oeuvre en Europe, la prospérité peut inciter le secteur privé à fournir les investissements nécessaires dans le cadre d'un **Nouveau partenariat pour le développement africain (NEPAD)** du continent africain.

Au cours du sommet de Kananaskis, le succès obtenu dans le dossier de la croissance, tout comme le succès global du sommet, reposera sur la performance des dirigeants du G8. Mais puisque les dirigeants n'ont pas toujours accordé la même importance à cette question depuis la création du sommet et que le taux de respect des engagements en matière de croissance est relativement faible, il est fort possible que les dirigeants ne puissent pas

réaliser leurs objectifs ambitieux. Puisqu'ils ne disposeront que de 30 heures, les dirigeants du G8 devront gérer leur temps très efficacement s'ils veulent aborder la question de la croissance mondiale au cours du sommet de Kananaskis, surtout qu'une bonne partie de ce temps sera consacré aux rencontres avec les dirigeants africains invités au sommet. Il sera intéressant de voir si les dirigeants pourront égaler les résultats obtenus au sommet de Bonn de 1978 ou s'ils devront se contenter de résultats inférieurs.

Note : Cette conférence a été préparée en collaboration avec John Kirton.

Références

- BAYNE, Nicholas, *Hanging in There: The G7 and G8 Summit in Maturity and Renewal* Ashgate, Aldershot, 2000.
- BERGSTEN, Fred et Randall HENNING, *Global Economic Leadership and the Group of Seven*, Institute for International Economics, Washington DC, 1996.
- DAVANNE, Olivier et Pierre JACQUET, « Practising Exchange Rate Flexibility », p. 153 à 186 dans Karl KAISER, John KIRTON et Joseph DANIELS, *Shaping a New International Financial System: Challenges of Governance in a Globalizing World* Ashgate, Aldershot, 2000.
- KIRTON, John, « Economic Co-operation: Summitry, Institutions and Structural Change ». Préparé pour le conférence « Structural Change and Co-operation in the Global Economy », Centre for International Business Education et Center for Global Change and Governance, Rutgers University, 19 au 20 mai, 1997 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton199702/index.html> (mai 2002). Voir aussi John DUNNING et Gavin BOYD, *Structural Change and Co-operation in the Global Economy*, Edward Elgar, London, 1999.
- KIRTON, John et Junichi TAKASE, *New Directions in Global Political Governance: The G8 and International Order in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, prochain.
- KIRTON, John et George VON FURSTENBERG, *New Directions in Global Economic Governance: Managing Globalisation in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.
- KOKOTSIS, Ella et Joseph DANIELS, « G8 Summits and Compliance », p. 75 à 91 dans Michael HODGES, John KIRTON et Joseph DANIELS, *The G8's Role in the New Millennium*, Ashgate, Aldershot, 1999.
- PUTNAM, Robert et Nicholas BAYNE, *Hanging Together: Co-operation and Conflict in the Seven-Power Summit*, 2ième éd., Sage Publications, Londres, 1987.

Documents supplémentaires suggérés

- DORNBUSCH, Rüdiger, « World Economic Problems for the Summit: Co-ordination, Debt and the Exchange Rate System ». Bissell Paper no. 6, University of Toronto, Centre for International Studies <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/dornbusch1988/index.html> (mai 2002), 1988.
- FREYTAG, Andreas et Stefan MAI, « Does E-Commerce Demand International Policy Co-ordination? The Okinawa Charter on Global Information Society Scrutinised ». Préparé pour un conférence au Université de Marburg, Allemagne, 23 janvier 2001, et au réunion annuel du Public Choice Society à San Antonio, 9 au 11 mars, 2001 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/freytag/dotforce3Freytag010925.pdf> (mai 2002)
- RUGMAN, Alan et Alain VERBEKE, « The World Trade Organization, Multinational Enterprises, and the Civil Society ». Préparé pour le conférence « Sustaining Global Growth: Prosperity, Security and Development Challenges for the Kananaskis G8 », Calgary, 22 June 2002 <www.g7.utoronto.ca/g7/conferences/2002/calgary/rugman-verbeke.pdf> (mai 2002).
- STAINES, Nicholas, « The G7: Economic Outlook and Policy ». Préparé pour le conférence « Explaining Summit Success: Prospects for the Denver Summit », University of Colorado à Denver, 19 juin 1997 <www.library.utoronto.ca/g7/annual/staineg8.htm> (mai 2002).

WEBB, Michael, « The Group of Seven and Political Management of the Global Economy ». Préparé pour le 40ième réunion de l'International Studies Association, Washington, DC, 17 au 21 février 1999 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/webb1999/index.html> (mai 2002).

WHITEHEAD, John, « Towards a Stronger International Economy ». Bissell Paper no. 7. University of Toronto, Centre for International Studies <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/whitehead1988/index.html> (mai 2002).

Questions à débattre

Exercice À venir

1. Pourquoi la France, lorsqu'elle est hôte d'un sommet du G7/G8, réussit-elle à faire de la croissance un thème central?
2. Quel est le meilleur moment pour les gouvernements du G7/G8 d'utiliser leurs propres réserves de devises sur les marchés de change afin d'assurer la stabilité financière, de réduire la volatilité et les mauvais alignements et de veiller au maintien de la croissance mondiale, et comment doivent-ils s'y prendre?
3. Pourquoi les pays du G7 ont-ils obtenu de faibles résultats dans les années 70 et 80 pour leurs engagements en matière de macroéconomie, et quelles sont les mesures à prendre pour augmenter le taux de respect de ces engagements?
4. Quels objectifs en matière de maintien de la croissance mondiale seront réalisés au cours du sommet du G8 à Kananaskis?